



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,

à

**Monsieur le Président
Communauté de Communes de
Montesquieu**

Bordeaux, le

14 DEC. 2023

GP/HB-ZA/A DEMAT NERP

Vos Réf. : votre transmission reçue le 23 octobre 2023

Affaire suivie par la CDTE Stéphanie MARTIN - Tél : 05.56.14.12.70

Objet : lotissement d'activités Route de Bernin

Adresse : ROUTE DE BERNIN 33650 MARTILLAC

Transmis par : la Communauté de Communes de Montesquieu

N° Document d'Urbanisme : PA 0332742300004

N° Établissement : 44767

P.J. : Certificat de conformité de l'installateur d'hydrant

Attestation du gestionnaire du réseau

Attestation de débits simultanés

Schéma d'aménagement d'une réserve d'eau

Règles d'accessibilité voies échelles

Par courrier cité en référence, vous m'avez transmis, pour étude, le projet de d'aménagement d'un lotissement d'activités présenté par la SAS GROUPE CTI.

1. Présentation du projet

Le projet consiste en l'aménagement d'une zone d'activité comportant 8 lots sur une surface totale lotie de 168 092 m².

2. Desserte et défense incendie

La zone d'activité sera desservie par des voiries internes, de 4,3 mètres de large en sens unique, de 6 à 8 mètres de large en double sens, mais également par la création d'un giratoire, d'une aire de retournement, les voies débouchant sur la route de Bernin et la RD1113.

La défense incendie sera assurée par 3 nouveaux poteaux incendies répartis sur la zone et par une bâche incendie de 120 m³ supplémentaire située en entrée du site avec une aire d'aspiration nécessaire aux véhicules d'interventions.

3. Avis

En ce qui concerne la desserte et la défense incendie, en application des articles R 111-2 et R 111-5 du Code de l'Urbanisme, **j'émetts un avis favorable** à la réalisation de ce projet sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Accessibilité

Les voies de desserte devront être réalisées selon les caractéristiques des voies échelles énoncées dans la fiche annexée. Une attention particulière devra être apportée au respect des minimas de rayon de braquage et de surlargeur, aux distances entre ces voies et les façades des bâtiments.

Défense incendie

Les hydrants prévus au projet devront être conformes aux normes NF S 61 211, NF S 61 213 ou NF S 61214 et NFS 62 200. Il convient de se rapprocher du gestionnaire pour s'assurer que le réseau fournira **un débit minimal de 120 m³/h en simultané** sur deux bouches ou poteaux d'incendie sous une pression dynamique de 1 bar.

L'attestation de conformité jointe en annexe, dûment remplie par l'installateur, devra être retournée au Service départemental d'incendie et de secours.

L'aménagement des points d'eau devra être réalisé en concertation avec le chef du centre de secours de **La Brède**.

Risque feu de forêt

Conformément au règlement interdépartemental de protection de la forêt contre l'incendie, la création du lotissement entraînant un obstacle de plus de 500 m (article 23), il devra être aménagé un accès à la forêt permettant le passage des engins de feux de forêt d'une largeur minimale de 4 m. Un dispositif compensateur de franchissement d'obstacle (ex : fossés) devra le cas échéant être réalisé d'une largeur de 7 m. Il devra être signalé de façon visible pour être aisément repérable par les secours. Dans le cas où des aménagements destinés à restreindre l'accès seraient présents, ils devront être dotés d'un système de condamnation permettant d'être manœuvré à l'aide des outils et clefs en dotation dans les engins de lutte contre l'incendie (voir fiche annexée).

Les retours d'expériences du SDIS de la Gironde conduisent à recommander la réalisation d'une bande périmétrie d'au moins 5 m de large, à l'extérieur de la clôture du lotissement, afin de permettre le cheminement des engins feux de forêt pour la protection de ses constructions.

Au sein des espaces exposés au risque feux et sous réserve des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral en application du code forestier (art. L 133-1), le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires (art. L. 134-6 du code forestier). Cette obligation de débroussailler s'applique sur 50 m aux abords des constructions (pouvant être portée jusqu'à 100 m par arrêté municipal) et 10 m de part et d'autre des voies privées d'accès aux constructions.

4. Observations

Selon la nature des risques présentés par les futures constructions (superficie, potentiel calorifique, classement des établissements recevant du public, classement des bâtiments industriels, classement des bâtiments d'habitations ...), la desserte et la défense extérieure contre l'incendie seront réévaluées lors de l'étude de chaque permis de construire.

**Pour le Directeur Départemental
et par délégation,
Le Chef du groupement Prévention**


Lieutenant-colonel Christophe LABESSAC